



Strasbourg, le 21 janvier 2021

CAHAI-PDG(2021)PV1rev.

**COMITÉ AD HOC SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
GROUPE SUR L'ÉLABORATION DES POLITIQUES
(CAHAI-PDG)**

**3^e réunion en ligne
20-21 janvier 2021**

Rapport abrégé

Préparé par le Secrétariat

www.coe.int/cahai

1. Ouverture de la réunion

1. Les coprésidents du CAHAI-PDG souhaitent la bienvenue aux membres et aux participants à la première réunion de l'année.
2. Le président du CAHAI commence en déclarant que les travaux du Comité ont fait l'objet de commentaires très positifs lors de la « Conférence sur les droits de l'homme à l'ère de l'intelligence artificielle : l'Europe comme référence internationale en matière d'intelligence artificielle » organisée par la présidence allemande du Comité des Ministres le 20 janvier 2021.
3. Il félicite également les membres du CAHAI-PDG pour le travail remarquable réalisé dans des délais très courts sur l'étude de faisabilité. Étant donné que le CAHAI élaborera des éléments pour des cadres/instruments juridiques contraignants et non contraignants, le CAHAI-PDG examinera les aspects qui pourraient être traités par des instruments sectoriels non contraignants et les éléments qui devraient être transmis au CAHAI-LFG.
4. Il ajoute que des réunions entre les coprésidents de chaque groupe de travail devraient être organisées régulièrement pour rendre la coopération entre les groupes de travail plus efficace, et que les coprésidents devraient assister aux réunions des autres groupes de travail lorsque cela s'avère nécessaire.
5. Le président du CAHAI indique également que la plénière du Comité se tiendra le 26 février et qu'elle concernera la consultation multipartite. Il précise qu'une contribution du CAHAI-PDG à cette séance est également souhaitable.

2. Adoption de l'ordre du jour

6. L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

3. Point d'information : Conférence sur « Les droits de l'homme à l'ère de l'intelligence artificielle : L'Europe comme référence internationale en matière d'intelligence artificielle », organisée par la présidence allemande du Comité des ministres

7. Le coprésident du CAHAI-PDG, M. Wolfgang Teves (Allemagne), présente la conférence sur l'intelligence artificielle organisée par la présidence allemande du Comité des Ministres le 20 janvier 2021. Il indique que les conclusions de la conférence sont publiées sur le site de la présidence allemande et sur celui du Conseil de l'Europe. Il remercie les membres du CAHAI qui ont participé et contribué aux discussions fructueuses et au succès de la conférence.
8. M. Teves met en avant les principaux points des conclusions et le large soutien apporté à l'étude de faisabilité. Il ajoute que beaucoup de participants ont souligné la nécessité d'un cadre juridique contraignant dans le domaine de l'intelligence artificielle, assorti d'instruments sectoriels à caractère contraignant ou non.
9. Les participants à la conférence ont également encouragé le CAHAI à poursuivre ses travaux par le biais de consultations multipartites.
10. M. Jan Kleijssen, Directeur de la Direction « Société de l'information et Lutte contre la criminalité » du Conseil de l'Europe, remercie la présidence allemande du Comité des Ministres pour l'organisation de la conférence et souligne le nombre important et varié de participants.

11. Il fait remarquer que cette conférence a largement contribué à la visibilité des travaux du CAHAI. L'accent étant souvent mis sur l'UE, tout le monde n'est pas conscient que le Conseil de l'Europe joue un rôle aussi important en matière d'intelligence artificielle et la conférence a été une bonne occasion de le souligner. Il recommande de communiquer les conclusions au Comité des Ministres afin que celui-ci en soit officiellement informé.
 12. M. Kleijssen précise également que le CAHAI-PDG et le CAHAI-LFG pourraient se transmettre mutuellement les questions à examiner, selon qu'il existe un consensus à ce sujet au sein du CAHAI-LFG.
- 4. Échange de vues sur les activités du CAHAI-PDG en 2021, à la lumière du mandat du CAHAI-PDG 2021 et de la réunion du Bureau du CAHAI du 15 janvier 2021**
13. Les coprésidents du CAHAI-PDG présentent les documents de travail, y compris le plan de travail pour 2021.
 14. Les membres du CAHAI-PDG procèdent à un échange de vues générales sur des sujets qui pourraient être pertinents pour leurs travaux futurs, sur la base de l'étude de faisabilité adoptée lors de la dernière séance plénière en décembre 2020.
 15. Des discussions portent sur les questions que le groupe de travail devrait examiner en priorité et approfondir. Le coprésident indique que le CAHAI-LFG pourrait se concentrer sur les éléments concrets du chapitre 7 de l'étude de faisabilité comme point de départ, tandis que le CAHAI-PDG pourrait approfondir les questions soulevées dans d'autres chapitres, par exemple les chapitres 3 et 9.
 16. L'étude de faisabilité ayant été adoptée à l'unanimité, il appartient maintenant au CAHAI-PDG de déterminer les questions qui doivent être approfondies et de rechercher les lacunes de l'étude de faisabilité lorsque d'autres questions doivent également être examinées.
 17. Le groupe mentionne des sujets pouvant présenter un intérêt, notamment les mécanismes de conformité, l'évaluation de l'impact sur les droits de l'homme, certains aspects du régime de responsabilité, le niveau de risque des applications de l'IA, l'éducation et la sensibilisation aux technologies de l'IA, les orientations de politique générale sur les utilisations positives des systèmes d'IA, l'impact de l'IA sur la démocratie, l'utilisation responsable de l'IA dans le secteur public, l'égalité de genre et la discrimination dans le contexte du développement et de l'utilisation de l'IA. Ces sujets seront plus particulièrement examinés par le groupe au point 3.3 de l'ordre du jour, en vue de choisir lesquels devraient devenir des thèmes de travail en 2021.
 18. Le CAHAI-PDG souligne également l'importance de coordonner efficacement les travaux et les tâches avec d'autres groupes de travail pour éviter les chevauchements, et d'apporter des contributions pertinentes aux travaux du CAHAI-LFG. Les coprésidents respectifs des groupes de travail travailleront si possible en étroite collaboration et participeront aux autres réunions du groupe de travail.
 19. Pour conclure, il est décidé que les coprésidents et le secrétariat prépareront une liste de questions et de sujets éventuels sur lesquels le CAHAI-PDG pourrait se concentrer en 2021. Cette liste sera présentée le lendemain de la réunion pour un examen plus approfondi.

4.1 Élaboration du questionnaire pour la consultation multipartite

20. M. Wolfgang Teves présente le questionnaire qui a été rédigé par les coprésidents du CAHAI-PDG suite à la réunion du 15 janvier du Bureau du CAHAI concernant la consultation multipartite qui aura lieu cette année.
21. Le secrétariat donne des précisions sur le calendrier prévu de l'enquête en ligne (résultats attendus au printemps), sa diffusion et le résultat escompté, qui doit fournir une première indication au CAHAI-LFG sur les questions pour lesquelles il existe un large consensus ou des opinions divergentes.
22. Les membres du CAHAI-PDG examinent le projet de questionnaire et font plusieurs observations.
23. Il existe un accord général sur la nécessité d'inclure une question préliminaire sur l'appartenance géographique et l'affiliation à un groupe afin de fournir une analyse des données des répondants dans le rapport final de la consultation.
24. Il existe également un consensus sur la nécessité de réduire la longueur du questionnaire, de maintenir une cohérence linguistique et de clarifier la signification de certaines questions conformément à l'objectif de l'enquête, qui est de fournir une contribution pertinente aux travaux du CAHAI-LFG.
25. Les discussions mettent en évidence l'utilité d'employer une forme mixte de questions possibles, en associant des questions fermées, des questions ouvertes, des questions à choix multiples et une échelle de type Lickert afin d'obtenir des informations utiles et pertinentes pour l'interprétation. Une échelle de Lickert permettrait de tenir compte de toutes les nuances des réponses et de comparer les différentes priorités des répondants. En outre, la possibilité de répondre « sans opinion/ne sait pas » devrait être ajoutée aux réponses possibles aux questions.
26. Il est décidé d'éviter les questions auxquelles il faut répondre par oui ou par non et qui n'apportent pas de contribution évidente à la consultation. Il est précisé également que les questions ouvertes doivent être formulées précisément, qu'elles ne doivent être posées qu'au bon moment et que la longueur des réponses doit être limitée car des questions trop longues pourraient être difficiles à traiter.
27. Enfin, le CAHAI-PDG convient de la nécessité de disposer d'une note méthodologique préliminaire au début de l'enquête pour éviter les malentendus sur le questionnaire et donner des exemples permettant, le cas échéant, de clarifier les questions.
28. Le secrétariat invite les délégations à soumettre leurs contributions au questionnaire dès que possible afin qu'un nouveau projet de questionnaire puisse être produit et diffusé avant la fin de la semaine suivant cette réunion (25-29 janvier 2021).

4.2 Cartographie des initiatives intergouvernementales du Conseil de l'Europe en cours dans le domaine de l'IA en 2021 et de celles qui sont provisoirement prévues pour 2022-23

29. Le secrétariat informe le groupe de travail qu'il se mettra en rapport avec d'autres départements du Secrétariat du Conseil de l'Europe afin de dresser un inventaire des autres initiatives liées à l'intelligence artificielle menées dans les différents secteurs, et de

déterminer dans quels secteurs il n'y a pas d'activités en cours. La cartographie permettra de mieux comprendre les domaines dans lesquels le CAHAI pourrait mener d'autres activités et d'éviter les doubles emplois.

30. L'importance de l'initiative de cartographie est une fois de plus soulignée. Le groupe demande une liste évolutive des projets qui sont menés dans le domaine de l'IA au sein du Conseil de l'Europe et qui pourraient apporter une contribution aux travaux du CAHAI. Il se demande en particulier quelles sont les questions qui pourraient être traitées par une partie des instruments sectoriels. Le secrétariat confirme que la cartographie devrait être terminée d'ici mars.

4.3 Échange de vues sur les sujets de travail pour le CAHAI-PDG en 2021 et la division du travail avec le CAHAI-LFG.

31. Le secrétariat répond à une question précédente en soulignant que les deux groupes de travail devraient obtenir ensemble un résultat final, à savoir les éléments pouvant servir de base à un futur cadre juridique qui sera transmis à la plénière du CAHAI.
32. Le CAHAI-PDG examine la liste des sujets de travail éventuels préparée par le secrétariat et les coprésidents. Cette liste ne doit pas être considérée comme exhaustive ou définitive puisque son rôle est uniquement de servir de base aux discussions.
33. M. Teves rappelle au groupe que le CAHAI-PDG devrait se concentrer sur les domaines que l'étude de faisabilité n'approfondit pas ou n'aborde pas. Le CAHAI-LFG se concentrera sur les droits et obligations du chapitre 7, tandis que le CAHAI-PDG se concentrera principalement sur les chapitres 3 et 9. Cependant d'autres questions pourraient être transmises par le CAHAI-PDG au CAHAI-LFG, ou vice versa.
34. Le groupe de travail convient qu'il est important, lorsqu'on peut l'éviter, de ne pas faire double emploi avec les travaux entrepris par d'autres organisations internationales compétentes, telles que l'UNESCO et l'OCDE.
35. Le groupe de travail souligne l'importance de savoir précisément ce qui devrait être réalisé par le CAHAI-PDG. À cet égard, il est convenu de créer deux sous-groupes de travail, l'un chargé des études d'impact des applications de l'IA, du point de vue des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit, et l'autre donnant des orientations sur l'utilisation de l'IA dans le secteur public.
36. Tous conviennent qu'une coopération étroite entre les groupes de travail est essentielle. Afin de parvenir à une compréhension commune entre le CAHAI-LFG et le CAHAI-PDG, le groupe décide qu'il serait utile que les co-présidents du CAHAI-PDG soient présent à la première réunion du CAHAI-LFG pour présenter l'état actuel des travaux du groupe.

5. Planification des travaux et répartition des tâches jusqu'à la prochaine réunion

37. Le secrétariat informe le groupe de travail qu'une description des tâches des deux sous-groupes de travail susmentionnés sera diffusée aux membres du CAHAI-PDG et qu'il sera demandé à ceux qui sont intéressés de s'inscrire à l'un ou aux deux groupes.

6. Prochaines réunions du CAHAI-PDG

38. Le groupe est informé que la 4^e réunion du CAHAI-PDG aura lieu les 18 et 19 mars 2021 sous la forme d'une réunion en ligne.

7. Questions diverses

39. Aucune autre question n'est soulevée.

8. Remarques de clôture par M^{me} Claudia Luciani, Directrice, Direction de la Dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Conseil de l'Europe

40. M^{me} Luciani ne fait pas de remarques de clôture mais intervient dans le cadre des discussions du point 3.3. Elle déclare que la conférence allemande a été un forum de discussion très intéressant sur les questions liées aux défis posés par l'IA dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. Elle souligne que le CAHAI-PDG a l'occasion privilégiée de pouvoir examiner différentes questions liées à l'application de l'IA dans le cadre des processus démocratiques, et encourage le groupe à aller plus loin dans l'analyse des défis et des réponses politiques possibles.

ANNEXE I – ORDRE DU JOUR

Jeudi 21 janvier 2021		
9 h 30		1. Ouverture de la réunion <ul style="list-style-type: none"> • M. Gregor Stojin, président du CAHAI
9 h 45		2. Adoption de l'ordre du jour
9 h 50	CAHAI(2020)10 ADD REV3 Étude de faisabilité CAHAI(2020)23	3. Échange de vues sur les activités du CAHAI- PDG en 2021, à la lumière du mandat du CAHAI-PDG 2021 et de la réunion du Bureau du CAHAI du 15 janvier 2021
10 h 10	CAHAI-PDG(2021)01	3.1. Elaboration du questionnaire pour la consultation multipartite <ul style="list-style-type: none"> • Présentation par les coprésidents du CAHAI-PDG • Commentaires des membres, observateurs et participants du CAHAI-PDG
11 h 20		3.2 Cartographie des initiatives intergouvernementales du Conseil de l'Europe en cours dans le domaine de l'IA en 2021 et de celles qui sont provisoirement prévues pour 2022-23
12 h 00		Clôture du premier jour
Vendredi 22 janvier 2021		
11 heures		3.3 Echange de vues sur les sujets de travail pour le CAHAI-PDG en 2021 et la division du travail avec le CAHAI-LFG
12 h 30		<i>Déjeuner</i>

14 heures		4. Planification des travaux et répartition des tâches jusqu'à la prochaine réunion
14 h 30		5. Point d'information : Conférence sur « La protection des droits de l'homme à l'ère de l'intelligence artificielle - l'Europe en tant que référence internationale pour la réglementation de l'intelligence artificielle ». Conférence organisée par la présidence allemande du Comité des ministres <ul style="list-style-type: none"> • M. Wolfgang Teves co-président du CAHAI-PDG • M. Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'Information - lutte contre la criminalité, Conseil de l'Europe
14 h 40	CAHAI(2020)25rev1	6. Prochaines réunions du CAHAI-PDG (18-19 mars 2021, réunion en ligne)
14 h 45		7. Questions diverses
14 h 50		8. Remarques de clôture par M^{me} Claudia Luciani, Directrice, Direction de la Dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Conseil de l'Europe Clôture de la réunion

ANNEXE II – LISTE DES PARTICIPANT(E)S

MEMBERS OF THE POLICY DEVELOPMENT GROUP / MEMBRES DU GROUPE D'ÉLABORATION DES POLITIQUES

BELGIUM/BELGIQUE

M^{me} Peggy VALCKE – Vice-Chair of the CAHAI / Vice-présidente du CAHAI,
Researcher and Professor in ICT and Media at the Faculty of Law at the KU Leuven /
Chercheuse et professeure dans le domaine des TIC et des médias à la faculté de droit à la
KU Leuven

BELGIUM/BELGIQUE

M. Dag DZUMRUKCIC – Minister counsellor, Department for International Legal Affairs,
Ministry of Foreign Affairs / Ministre conseiller, Département des affaires juridiques
internationales, ministère des Affaires étrangères

BULGARIA / BULGARIE

M^{me} Totka CHERNAEVA - Head of European Programs and Projects Unit Information
Technology Directorate / Chef de l'unité « Programmes et projets européens », Direction des
technologies de l'information

ESTONIA / ESTONIE

M^{me} Siiri AULIK - Adviser, Public Law Division, Ministry of Justice / Conseillère, division du
droit public, ministère de la Justice

GERMANY / ALLEMAGNE

M. Wolfgang TEVES – Chair / Président
Head of Division for Digital Strategy; Key Policy Issues of the Information Society, Federal
Ministry of Justice and Consumer Protection / Chef de la Division de la stratégie numérique,
questions politiques clés de la société de l'information, ministère fédéral de la justice et de la
protection des consommateurs

M^{me} Lena Kristina HOCKE - LL.M. Senior Lecturer, Unit Digital Strategy, Fundamental
Issues of the Information Society / Maîtrise de droit. maître de conférences, unité stratégie
numérique, questions fondamentales de la société de l'information

M^{me} Isabella FLORES OVIEDO - Ministry of Justice and Consumer Protection / *ministère
fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs*

GREECE / GRÈCE

M. Konstantinos SFIKAS - Executive, Department of Open Governance and Transparency /
Exécutif, Service de la gouvernance ouverte et de la transparence

HUNGARY / HONGRIE

M. Zoltán TURBÉK – Co-Chair / Co-Président
Director, Department of International Organisations, Ministry of Foreign Affairs and Trade /
Directeur, Département des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères
et du Commerce

IRELAND / IRLANDE

M. Fiachra BYRNE, Justice Attaché, Permanent Representation of Ireland to the Council of
Europe / Attaché de justice, Représentation permanente de l'Irlande auprès du Conseil de
l'Europe

ITALY / ITALIE

M^{me} Alessandra PIERUCCI - Service for EU and International Matters, Garante per la
protezione dei dati personali / Service pour les affaires européennes et internationales,
Contrôleure de la protection des données

NETHERLANDS / PAYS-BAS

M. Floris KREIKEN, Policy Advisor, Ministry of the Interior and Kingdom Relations /
Conseiller politique principal, ministère de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume

M^{me} Monika MILANOVIC, Legal Advisor, Ministry of the Interior and Kingdom Relations /
Conseillère juridique, ministère de l'Intérieur et des Relations au sein du Royaume

M. Sander MUL, Senior Policy Adviser, Ministry of Justice and Security / Conseiller politique
principal, ministère de la Justice et de la Sécurité

M. Michael VOS - Senior Policy Advisor, AI Policy Team, Ministry of Justice and Security /
Conseiller politique principal, équipe chargée de la politique en matière d'IA, ministère de la
Justice et de la Sécurité

POLAND / POLOGNE

M. Robert KROPLEWSKI - Plenipotentiary of the Minister of Digitization for the Information Society, Ministry of Digitization / Plénipotentiaire du ministre de la numérisation pour la société de l'information, ministère de la Numérisation

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

M. Andrey KULESHOV - Advisor on International Cooperation and Coordination at the Centre for AI Science and Technology, Moscow Institute of Physics and Technology / Conseiller en matière de coopération et de coordination internationales au Centre pour la science et la technologie de l'IA, Institut de physique et de technologie de Moscou

SLOVAKIA / SLOVAQUIE

M^{me} Barbora ŠIKUTOVA - Legal expert, International Law Section, Department of European Affairs and Foreign Relations, Ministry of Justice / Juriste expert, Section du droit international, Service des affaires européennes et des relations extérieures, ministère de la Justice

SPAIN / ESPAGNE

M. Ricardo SANZ - Professor of Systems and Autonomous Engineering in the Technical University of Madrid, Researcher of the joint centre CSIC-UPM on Autonomous Systems and Robotics / Professeur d'ingénierie des systèmes et d'ingénierie autonome à l'Université technique de Madrid, chercheur du centre commun CSIC-UPM sur les systèmes autonomes et la robotique

SWEDEN / SUÈDE

M. Magnus NORDSTRÖM - Deputy director, Europe Division, Department for European Security Policy, Ministry for Foreign Affairs / Directeur adjoint, Division Europe, Service de la politique européenne de sécurité, ministère des Affaires étrangères

SWITZERLAND / SUISSE

M. Thomas SCHNEIDER - Ambassador, Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications, Deputy Director, Federal Office of Communications, Head of International Relations / Ambassadeur, Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, Vice-Directeur, Office fédéral de la communication, Directeur des Relations internationales

TURKEY / TURQUIE

M^{me} G. Benan AKBAS - EU Expert, Directorate General for EU and Foreign Affairs, Ministry of Science and Technology / Expert de l'UE, Direction générale des affaires européennes et étrangères, ministère de la Science et de la Technologie

M^{me} Leyla KESER BERBER, Professeure, University of Bilgi / Université de Bilgi

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

M. Andrew HARDING - Senior Policy and Technology Advisor, Centre for Data Ethics and Innovation / Conseiller principal en politique et technologie, Centre pour l'éthique des données et l'innovation

M^{me} Cailean OSBORNE - International Policy Lead, Centre for Data Ethics and Innovation / Responsable de la politique internationale, Centre pour l'éthique des données et l'innovation

Other Member States of the Council of Europe / Autres Etats membres du Conseil de l'Europe

SLOVENIA / SLOVENIE

M. Gregor STROJIN – Chair of the CAHAI / Président du CAHAI
Advisor to the President, Supreme Court of the Republic of Slovenia / Conseiller du Président,
Cour suprême de la République de Slovénie

PARTICIPANTS

Council of Europe bodies and institutions / Organes et institutions du Conseil de l'Europe

CONFERENCE OF INGOS / CONFÉRENCE DES OING

M^{me} Francesca FANUCCI - Senior legal advisor at European Center for Not-for-Profit Law, Netherlands / Conseillère juridique principale au Centre européen pour le droit des associations à but non lucrative, Pays-Bas

M. Didier SCHRETTTER, Representative of the Conference of INGOS, Chair of the European Association for Audiovisual Media Education (EAAME) / Représentant de la Conférence des OING, Président de l'Association Européenne pour l'Éducation aux Médias Audiovisuels (AEEMA)

ADVISORY COUNCIL ON YOUTH (CCJ) / CONSEIL CONSULTATIF SUR LA JEUNESSE (CCJ)

M^{me} Emilija GAGRCIN - Advisory Council on Youth / Conseil consultatif sur la jeunesse

**CONSULTATIVE COMMITTEE - DATA PROTECTION / COMITÉ CONSULTATIF-
PROTECTION DES DONNÉES (T-PD)**

M. Alessandro MANTELERO, Professeur associé au Politecnico di Torino - Université Tongji
/ Professeur associé au Politecnico di Torino - Université Tongji

**EUROPEAN COMMITTEE ON DEMOCRACY AND GOVERNANCE (CDDG) / COMITÉ
EUROPÉEN SUR LA DÉMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)**

M. Peter ANDRE - Senior Expert for legal affairs, Federal Ministry of Interior, Austria, CDDG
Rapporteur on Democracy and Technology / Expert principal pour les affaires juridiques,
ministère fédéral de l'Intérieur, Autriche, Rapporteur du CDDG sur la démocratie et la
technologie

GENDER EQUALITY COMMISSION / COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE

M^{me} Käthlin SANDER - Head of Gender Equality Policy, Equality Policies Department,
Ministry of Social Affairs, Estonia / Responsable de la politique d'égalité entre les sexes,
département des politiques d'égalité, ministère des Affaires sociales, Estonie

**European Union and Observers from International Organisations / Union européenne
et Observateurs des Organisations Internationales**

EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE

M. Eike GRAEF - Policy officer, Directorate-General for Justice and Consumers, Directorate
C : Fundamental Rights and Rule of Law, Unit C.2 : Fundamental rights policy, European
Commission / Responsable des politiques, Direction générale de la justice et des
consommateurs, Direction C : Droits fondamentaux et Etat de droit, Unité C.2 : Politique des
droits fondamentaux, Commission européenne

**EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / CONTRÔLEUR EUROPÉEN
DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)**

M. Simeon de BROUWER, Trainee at Policy & Consultation Unit / Stagiaire à l'Unité politique
et consultation

M^{me} Anna Zsofia HORVATH, Trainee at Technology & Privacy Unit / Stagiaire à l'Unité
Technologie et vie privée

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS (FRA) / AGENCE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LES DROITS FONDAMENTAUX (FRA)

M^{me} Jana GAJDOSOVA - Programme Manager - Just, Digital and Secure Societies, Research & Data Unit, / Gestionnaire de programme - Sociétés justes et sécurisées, Unité de recherche et de données

M. David REICHEL, Project manager / Chef de projet

Observer States to the CAHAI / États observateurs au CAHAI

ISRAEL / ISRAËL

M. Cedric Yehuda SABBAH - Director, International Cybersecurity & IT Law, Office of the Deputy Attorney General (International Law), Ministry of Justice, Israel / Directeur, Cybersécurité internationale et droit des technologies de l'information, Bureau du procureur général adjoint (droit international), ministère de la Justice, Israël

MEXIQUE

M. Jorge Arturo CERRIO HERRAN – Professor, Autonomous Technological Institute of Mexico (ITAM) / Professeur, Institut Technologique Autonome de Mexico (ITAM)

OBSERVERS ADMITTED TO THE CAHAI / OBSERVATEURS ADMIS AU CAHAI

Council of Europe partner Internet companies / Entreprises internet partenaires du Conseil de l'Europe

TELEFONICA

M^{me} Paloma VILLA MATEOS, Manager, Public Policy & Internet / Directrice, Politique publique et Internet

Civil Society Organisations, other private sector and academic actors relevant to the work of the CAHAI / Organisations de la société civile, autres acteurs du secteur privé et académique, concernés par les travaux du CAHAI

ACCESS NOW

M. Daniel LEUFER - Europe Policy Analyst / Analyste des politiques européennes

AI TRANSPARENCY INSTITUTE

M^{me} Eva THELISSON – CEO / PDG

HOMODIGITALIS

M. Eleftherios CHELIOUDAKIS - Co-founder and Secretary of the Board of Directors / Co-fondateur et secrétaire du conseil d'administration

MEDIALAWS

M. Marco BASSINI – Postdoctoral Researcher and Professor of IT Law, Bocconi University - Vice Editor-in-Chief, MediaLaws / Chercheur postdoctoral et professeur de droit des technologies de l'information, Université Bocconi - Vice-rédacteur en chef, MediaLaws

INDEPENDENT EXPERTS / EXPERTS INDÉPENDANTS

M^{me} Nathalie SMUHA - Researcher - Department of International & European Law, KU Leuven, Member of the OECD Network of Experts on AI (ONE AI), Former Coordinator of the EC High-Level Expert Group on AI, Belgium / Chercheuse - Département de droit international et européen, KU Leuven, membre du réseau d'experts de l'OCDE sur l'IA (ONE AI), ancien coordinateur du Groupe d'experts de haut niveau de la CE sur l'IA, Belgique

Lord Tim CLEMENT-JONES CBE - House of Lords Liberal Democrat Spokesperson (Digital), United Kingdom / Porte-parole libéral-démocrate de la Chambre des Lords (Digital), Royaume-Uni

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU CONSEIL DE L'EUROPE

DIRECTORATE GENERAL OF HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / DIRECTION GÉNÉRALE DES DROITS DE L'HOMME ET DE L'ÉTAT DE DROIT (DG I)

M. Jan KLEIJSEN - Director, Information Society – Action against Crime, Council of Europe / Directeur, Société de l'Information – Lutte contre la Criminalité, Conseil de l'Europe

M. Patrick PENNINCKX - Head of Department, Information Society Department / Chef de Service, Service de la société de l'information

M^{me} Sophie KWASNY - Head of Unit - Data protection, Information Society Department / Cheffe d'Unité - Protection des données, Service de la société de l'information

M. Michael JANSSEN - Elections and Political Parties Division, Secretariat of the Venice Commission / Elections et partis politiques, Secrétariat de la Commission de Venise

M. Thierry HUGOT - Financial analyst, Cultural Support Fund, Eurimages Secretariat, / Analyste financier, Secrétariat d'Eurimages

DIRECTORATE GENERAL OF DEMOCRACY / DIRECTION GÉNÉRALE DE LA DÉMOCRATIE (DG II)

M^{me} Claudia LUCIANI – Director, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice, Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance

M^{me} Judith ORLAND - Programme Manager Democracy and AI, Democratic Governance Division, CDDG Secretariat / Responsable du programme Démocratie et IA, Division de la gouvernance démocratique, Secrétariat du CDDG

SECRETARIAT OF THE CAHAI / SecrÉTARIAT DU CAHAI

M^{me} Clementina BARBARO
Co-Secretary of CAHAI / Cosecrétaire du CAHAI

M^{me} Ursula STICKER
Co-Secretary of CAHAI / Cosecrétaire du CAHAI

M. Yannick MENECEUR - Policy Adviser /
Conseiller en politiques

M^{me} Lucy ANCELIN - Assistant to the CAHAI / Assistante du CAHAI

M^{me} Claire ROBINS - Secretariat, Counter-terrorism division / Secrétariat, Division Anti-terrorisme

M^{me} Laetitia DIMANCHE, Project Assistant, Information Society Department / Assistante de projet, Service de la société de l'information

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

M^{me} Corinne McGEORGE

M. Didier JUNGLING